



**C\_2016\_116**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Habitat, Cohésion Sociale et  
Emploi

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la  
délibération:  
Dispositif de  
logements  
d'urgence pour les  
femmes victimes de  
violences  
conjugales -  
Convention et  
financement**

L'an deux mille seize, le vingt deux septembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Raymond GRAS pouvoir à Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Sophie DUFOUR pouvoir à Serge BALDECCHI, Frédéric MARCEL pouvoir à Christine NICCOLETTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Stéphan CERET, Grégory LOEW pouvoir à Sylvie FRANCIN, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI, Christine PREMOSSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

**ABSENT(S) :**

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Laure REIG, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Marie-Christine GUIOL

**RAPPORTEUR :** Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : .....

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Les délibérations n°2006.042 en date du 29 juin 2006 et n°2008-118 en date du 17 décembre 2008, ont validé respectivement, l'intérêt communautaire dans la compétence Politique de la Ville de certains dispositifs locaux de prévention de la délinquance et la création du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD).

Les acteurs locaux de la sécurité et de la prévention (élus, polices municipales, services jeunesse, parquet, police nationale, gendarmerie, services sociaux, etc.) reconnaissent qu'une politique de sécurité et de prévention s'articule autour d'actions de prévention primaire (actions sociales, actions Jeunesse, médiation sociale), de prévention éducative (travail d'intérêt général, réparations pénales, rappels à l'ordre), de prévention situationnelle (police, vidéo-protection) et d'aide aux victimes.

Ainsi une réflexion a été engagée dès 2011 dans le cadre du CISPD, pour répondre à la problématique d'accueil et d'hébergement des femmes victimes de violences conjugales sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Dans le cadre pénal, le protocole du parquet de Draguignan détermine les modalités de suivi des auteurs de violences conjugales et de protection des victimes. Cependant si l'éloignement du conjoint violent est une priorité de la loi de 2010, l'hébergement reste dans de nombreuses situations, une préoccupation des travailleurs sociaux, qui prennent en charge les victimes et leurs enfants. L'éloignement des hébergements proposés déséquilibre parfois les conditions de vie des victimes (emploi, scolarité des enfants, etc...)

Cela a abouti en 2012 à la mise en place à titre expérimental sur le territoire de l'Agglomération, d'un hébergement d'urgence dédié, géré par l'Association Varoise d'Accueil Familial (AVAF) à Draguignan.

Au regard des résultats satisfaisants, la commune des Arcs sur Argens a souhaité contribuer à cette démarche en 2014 en mettant à disposition un logement communal dédié.

Ainsi une convention a été signée en juin 2014 entre l'AVAF, le Conseil Départemental, la commune des Arcs et la Communauté d'Agglomération Dracénoise, afin de garantir les bonnes conditions de prise en charge des publics dans les deux logements aux Arcs-sur-Argens et à Draguignan.

L'Etat, représenté par le Préfet du Var, et co-financeur de l'action, est signataire de cette convention à partir de 2016.

En 2015, 10 femmes et 9 enfants ont été accueillis et suivis dans les 2 logements (471 jours) et de janvier à juin 2016, ce sont 8 femmes et 9 enfants (161 jours).

La convention doit être mise à jour pour l'année 2016.

Le plan de financement prévisionnel 2016 est le suivant :

	Etat ALT	Etat droits des femmes	CAD (subvention)	Commune des Arcs (avantages en nature)
Logement Draguignan	3 500 €	1 000 €	10 000 €	
Logement des Arcs-sur-Argens				4 800 €
TOTAL	3 500 €	1 000 €	10 000 €	4 800 €

En conséquence, et au vu de l'avis favorable de la commission Politique de la Ville du 8

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Affiché le

ID : 083-248300493-20160922-C\_2016\_116-DE

septembre 2016 il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- attribuer une subvention de dix mille euros (10 000 €) à l'association AVAF, sise 274 Avenue Amiral Collet 83000 TOULON ;
- autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ;
- autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Cette subvention sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2016, au chapitre 65, nature 6574.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 septembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.